

Les énergies renouvelables créatrices d'emplois : est-ce si sûr ?

Jean-Pierre Hauet

KB Intelligence

Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, vient d'annoncer qu'il entendait mener notre entrée dans la 3^e révolution industrielle, fondée sur les technologies numériques et sur les énergies renouvelables. Il affirme que cette révolution, "alliage de l'autorité et de l'audace", va "créer des emplois nouveaux", des "produits nouveaux" et "des objets nouveaux". Fort bien... Le thème des énergies renouvelables créatrices d'emploi est l'un des thèmes récurrents de toutes les campagnes menées en faveur de ces énergies et c'est sans doute, associé à leur innocuité environnementale, l'un des motifs qui, dans la conjoncture actuelle, les rend sympathiques aux yeux des Français. On comprend que le ministre ait pour elles les yeux de Chimène. Mais a-t-on été regardé de suffisamment près ce qu'il en est ?

Pour ce faire, il faut, en se limitant à l'électricité, se poser la question du contenu en main d'œuvre d'un kWh vendu. Admettons pour commencer que les kWh issus de toutes les filières aient le même prix de revient. On comprend aisément que la production d'un tel kWh puisse exiger plus ou moins d'achats, en combustibles et en équipements notamment, et plus ou moins de main d'œuvre pour fabriquer ledit kWh. Il est clair que la filière gaz part dans ce calcul avec handicap, devant régler une facture d'achat de gaz qui ne concourt pas à la création d'emplois sur le territoire national. Les énergies renouvelables, une fois l'investissement réalisé, ne nécessitent pas de combustibles pour fonctionner et peuvent capitaliser sur cet avantage pour se permettre d'intégrer une charge de main d'œuvre accrue sans pour autant obérer leurs prix de revient.

Mais les énergies renouvelables ne sont pas les seules dans ce cas. La filière nucléaire bénéficie également un coût de combustible faible, lui permettant de supporter des charges d'investissement et d'exploitation plus élevées qui vont être génératrices d'emplois. Il faut donc pour départager les filières au regard du critère de l'emploi procéder à une analyse plus fine et en particulier se poser la question de l'origine des équipements. Acheter des pales d'éoliennes ou des panneaux photovoltaïques en Chine ne contribue

pas à créer des emplois en France. Il faut également prendre en compte les exportations d'équipements. Nous avons une industrie nucléaire qui est encore solide et reconnue au plan international. Peut-on en dire autant des filières éoliennes et solaires où notre part de marché à l'export reste marginale ?

D'aucuns soutiendront que nous devons accepter, en intégrant un prime de sympathie ou un bonus d'anticipation, un prix de revient du kWh d'origine renouvelable supérieur à celui offert par les filières classiques ou nucléaires. Soit... Nous n'entrerons pas ici dans ce débat. Mais si la thèse d'une électricité d'origine renouvelable plus chère est supportée par l'argument de la création d'emplois, alors il faut se poser la question de savoir à combien s'élève pour la collectivité le coût d'un emploi ainsi créé et le comparer à d'autres modes d'action possibles pour réduire le chômage que nous subissons. A nouveau, une telle évaluation passe par le calcul du contenu en main d'œuvre d'un kWh produit.

Plus généralement, c'est la cohérence économique des décisions prises dans le secteur de l'énergie qui est en cause. Trop de décisions sont prises sur des intuitions, en se basant sur l'adhésion populaire de telle ou telle solution. Mais l'enthousiasme finit toujours pas se heurter à la réalité économique, comme on l'a vu, en France comme ailleurs, à propos des tarifs de rachat excessifs consentis au profit de l'électricité d'origine solaire.

Il fut un temps où les grands choix énergétiques étaient précédés par des études approfondies, menées avec la seule préoccupation de l'intérêt général dans le cadre du Commissariat au Plan. Cette institution est apparue à un certain moment comme ringarde face au libre marché et à la concurrence qui étaient érigés comme dogme. Mais il serait peut être temps d'y revenir et il est en tout cas urgent, dans la période de disette budgétaire que nous connaissons, de redonner à l'analyse économique le rôle qui lui revient pour éviter que nos dirigeants ne s'emportent à faire des déclarations que la réalité viendra tôt ou tard contredire.